**Zeitschrift:** Revue historique vaudoise
**Herausgeber:** Société vaudoise d'histoire et d'archéologie
**Band:** 101 (1993)

## Buchbesprechung

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 02.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Comptes rendus

*Die Cluniazenser in der Schweiz*, redigiert von Hans-Jörg GILOMEN, unter Mitarbeit von Elsanne GILOMEN-SCHENKEL, Verlag Helbing & Lichtenhahn, Basel und Frankfurt am Main 1991, 800 p. (*Helvetia Sacra*, Abteilung III : Die Orden mit Benediktinerregel, Band 2).

Trente-huit notices, six diocèses concernés dont ceux de Bâle, Constance, Genève et Lausanne, une province clunisienne étudiée complètement dans sa partie suisse, Alemannia et Lothoringia, cinq maisons-mères de trois à six prieurés (Saint-Alban, à Bâle, Saint-Victor de Genève, Payerne, Romainmôtier et Rüeggisberg), tel est le bilan chiffré du volume d'Helvetia Sacra sur les clunisiens, dont cette même revue s'était fait l'écho déjà en 1985[1]. Cette publication prend place dans la section III (les ordres qui suivent la règle de saint Benoît), après les deux volumes parus en 1982 sur les cisterciens (bernardines, trappistes et guillelmites) et les trois volumes sur les bénédictins proprement dit, de 1986. Elle précède le dernier volume de la section, réservé aux chartreux, dans lequel les couvents «vaudois» de La Lance et d'Oujon prendront place.

Cette étude est une contribution décisive à la connaissance des prieurés clunisiens implantés dans le diocèse de Lausanne, en particulier pour sa composante vaudoise. Elle met à disposition du chercheur un matériau en grande partie original. En effet, l'histoire des prieurés conventuels de Payerne (vers 965-1536) et de Romainmôtier (rattachement à Cluny une première fois en 928/929, puis définitivement dès 966-981/990, à 1537) avec leurs diverses filiales en Suisse et à l'étranger – dans ce cas, la notice est fondée prioritairement sur la littérature existante et les listes des dignitaires sont réduites à de simples nomenclatures – et le prieuré simple de Rougemont (entre 1073 et 1085-1555) sont présentés pour la première fois intégralement sur la base de recherches approndies dans les fonds d'archives (pour les origines du couvent de Romainmôtier, voir *Helvetia Sacra III/1*: premiers monastères, pp. 289-301); les biographies des prieurs sont également pour la première fois complètes et fortement documentées; les rubriques «Archives» et «Bibliogra-

[1] Hans-Jörg GILOMEN, *L'ordre de Cluny. À propos d'un nouvel ouvrage d'Helvetia Sacra*, in *RHV* 93, 1985, pp. 107-117.

phie», sont soignées et exhaustives. Pierre-Yves Favez a signé l'article sur Rougemont, Germain Hausmann tous les articles en relation avec Payerne et Romainmôtier, et leurs dépendances.

De Payerne et de Romainmôtier dépendaient (quand ils n'étaient pas dirigés directement par la maison-mère, comme Bassins) de nombreux petits prieurés, dont les durées d'existence sont irrégulières et l'histoire a été jusqu'à présent négligée : du premier relevaient les prieurés suivants du Pays de Vaud : Bassins (avant 1164-1536) et Baulmes (avant 1174-1536) ; à l'autorité de Romainmôtier étaient rattachés Bursins (1238-1329), Mollens (avant 1156/7-vers 1270), Vallorbe (avant 1139-1322) et Vufflens-la-Ville (avant 1096-seconde moitié du XIII[e]). La comparaison de tous ces prieurés montre la disparité des situations et l'importance des réseaux constitués autour des maisons-mères, au-delà des frontières de diocèses et de pays.

Payerne avait ainsi des prieurés toujours dans le diocèse de Lausanne, à Brüttelen/Bretiège (canton de Berne, avant 1275-1536), Kerzers/Chiètres (FR, XII[e] (?) siècle-avant 1228) et Pont-la-Ville (FR, avant 1228-avant 1285) ; il en avait aussi dans le diocèse de Genève, à Léaz (avant 1348-1790) et à Prévessin (avant 1164-1536, 1575-1790), deux localités du département de l'Ain, et dans le diocèse de Bâle : Saint-Gilles de Wintzenheim (avant 1317-1570) et Saint-Pierre de Colmar (avant 1185-1570), deux communes du département du Haut-Rhin. Quant à Romainmôtier, son aire d'influence s'étendait aux prieurés du diocèse de Lausanne de Bevaix (NE, avant 1139-1531) et de Corcelles (NE, 1220-1531/1532) et à celui de Lay-Damvautier, dans le diocèse de Besançon (commune de Saint-Pont-Lac, département du Doubs, avant 1257-1790).

À l'instar de celui de Rougemont, les prieurés suivants du diocèse de Lausanne étaient directement dépendants de Cluny : Münchenwiler/Villars-les-Moines (BE, autour de 1100-1484), Rüeggisberg (BE, vers 1075-1484) avec sa dépendance, Alterswil (FR, avant 1228-après 1275), St. Peterinsel/Île Saint-Pierre (BE, après 1107/avant 1126/1127-1484).

Une solide introduction permet de situer l'ampleur et les variations du mouvement clunisien en Suisse, les rapports entretenus entre Cluny et ses dépendances (aspects religieux et économiques ; listes des chapitres généraux avec mention des participants ; prieurs ayant exercé les fonctions de visiteur de l'ordre ou de définiteur ; offices tenus en commende ; désignation des prieurs ayant occupé plusieurs charges dans divers institutions clunisiennes ; nomenclature des prieurés de la province Alemannia et Lotharingia, itinéraires des diverses visites, etc.). Elle est étayée par des tableaux d'une grande lisibilité et deux cartes bienvenues.

L'abondance des renvois des index des noms de personnes et de lieux exprime bien la richesse du contenu de ce nouveau volume d'Helvetia Sacra.

Celui-ci est garanti d'être un instrument de travail de référence et indispensable pour toute étude sur l'histoire religieuse en Suisse avant 1536.

*Gilbert Coutaz*

*Le Pays de Vaud vers 1300*, cours public publié par Agostino Paravicini Bagliani, avec la collaboration de Piera Borradori et Nadia Pollini, Lausanne, Section d'histoire de la faculté des lettres de l'Université de Lausanne 1992, 194 p. ill. (*Cahiers lausannois d'histoire médiévale*, n° 6)

La célébration du 700e anniversaire de la Confédération a servi de cadre à de multiples manifestations. L'une d'elles a donné lieu à la publication qui nous occupe présentement. Dans un cours public donné au Palais de Rumine les 15 et 16 novembre 1991, les médiévistes lausannois ont brossé un tableau du Pays de Vaud à cette époque souvent présentée comme charnière de son histoire. Sans prétendre à l'exhaustivité, ils nous offrent plusieurs contributions de chercheurs jeunes ou confirmés éclairant différentes facettes de notre passé révélées par la variété des recherches en cours.

Dans son introduction, Agostino Paravicini Bagliani situe notre région dans le cadre européen en évoquant brièvement l'état de la recherche. Les premiers exposés, *Les élites laïques vaudoises avant l'expansion des Savoie (XIe-XIIe siècles)* de Guido Castelnuovo et *La noblesse vaudoise dans l'orbite savoyarde (1250-1350)* de Bernard Andenmatten, nous font pénétrer dans le monde encore si mal connu de l'aristocratie vaudoise. Le professeur Jean-François Poudret et Monsieur Denis Tappy décrivent successivement le fonctionnement de l'administration judiciaire et administrative mise en place par les comtes de Savoie en parallèle avec celle de l'évêque de Lausanne. Jean-Daniel Morerod éclaire d'un regard neuf le rôle de Rodolphe de Habsbourg dans les difficiles relations régnant entre le comte et l'évêque lorsque les Lausannois tentaient de constituer une commune entre 1273 et 1316. Au chapitre de la vie sociale, Véronique Pasche illustre quelques aspects de la pratique religieuse en étudiant les testaments laïcs et ecclésiastiques, alors que Piera Borradori se penche sur le cas spécifique des lépreux. L'histoire de l'art n'est pas laissée de côté: Gaëten Cassina présente l'église Saint-Étienne de Moudon dans le cadre de l'architecture religieuse régionale, Daniel de Raemy rappelle les étroites relations de l'époque entre le Pays de Vaud et l'Angleterre révélées par la parenté des châteaux de Grandson et de Conwy au Pays de Galles, et Paul Bissegger reconstitue de façon étonnante l'ancien cadastre de la ville neuve de Morges. Enfin, Anne Geiser évoque les différentes frappes monétaires du bassin lémanique. Plusieurs illustrations agrémentent

l'ouvrage.Même si bien des questions demeurent encore sans réponse et que les sujets toujours inexplorés restent nombreux, les auteurs ont réussi à nous présenter un panorama vivant et varié contribuant à une meilleure connaissance de notre pays en regroupant leurs efforts. Qu'ils en soient remerciés.

*Pierre-Yves Favez*

Jean-François ROBERT, *La régie des forêts et des bois à Lausanne au 18e siècle*, Lausanne 1992, 45 p. (Les Cahiers de la forêt lausannoise, 9). Ces cahiers, qui ne se trouvent pas en librairie, peuvent être commandés auprès du Service des forêts, «Au Boscal», Case postale 27, 1000 Lausanne 25.[1]

Dès le Moyen Âge, les forêts lausannoises sont en cours de dégradation. et il faut attendre la fin du 18e siècle et, surtout, les 19e et 20e pour les voir reprendre de la vigueur[2]. Jean-François Robert, ingénieur forestier longtemps responsable des forêts vaudoises, rend ici hommage à de lointains précurseurs, dont la pensée et l'action s'inscrivent au 18e siècle, époque-charnière où l'on commence à passer d'un mode d'exploitation ancien à une sylviculture moderne: alors que le Traité sur les Bois de la Ville de Lausanne de l'ancien boursier Benjamin-Daniel Secrétan (1772) et le Règlement forestier adopté en 1776 sont sur plusieurs points encore témoins d'une attitude ancienne, deux ouvrages de l'architecte Abram Fraisse (1774 et 1786) apportent en effet une réflexion nouvelle portant par exemple sur la qualité des sols, la manière d'effectuer les semis ou la succession des opérations culturales dans les jeunes peuplements et allant dans le sens d'un rajeunissement des forêts. En 1795, le colonel de Seigneux fait adopter par la Chambre des Bois un Mémoire qui «pose vraiment les bases de toute la conception forestière à venir».

Dans un langage clair, Jean-François Robert sait faire comprendre au lecteur l'importance de ce tournant. Il montre à quel point les paysans ont encore un besoin vital de la forêt et l'intensité des conflits qui les opposent aux autorités soucieuses de préserver une source de revenus essentielle, mais aussi d'éviter des troubles sociaux. Un glossaire, de belles illustrations judicieusement choisies et la publication d'extraits tirés de documents déposés aux Archives de la Ville de Lausanne complètent ce petit ouvrage susceptible de mieux faire comprendre au lecteur l'histoire mouvementée d'un paysage tout à la fois millénaire et fragile.

*Anne Radeff*

---

[1] Ce compte rendu a été repris de *Mémoire Vive*, n° 2/1993, p. 123

[2] Anne RADEFF, *Vie et survie des forêts du Jorat du Moyen Âge au 19e siècle*, Lausanne 1991 (Cahiers de la forêt lausannoise, 6).

*Général Antoine-Henri Jomini : Première et Seconde épîtres d'un Suisse à ses concitoyens*, 1822. Reprint Association Semper Fidelis, Lausanne 1992. Avec une introduction et des notes de Jean-Pierre Chuard.

Au moment où Jomini fait publier chez Jean-Jacob-Adam Hignou à Lausanne ces deux épîtres anonymes (mais dont les contemporains devaient sans peine flairer l'auteur), il a 43 ans et jouit d'une réputation flatteuse d'écrivain et de stratège militaire. Ses deux principaux traités – le *Traité de Grande Tactique* et l'*Histoire critique et militaire des campagnes de la Révolution* – sont largement diffusés en Europe. Cependant ses compatriotes – oublieux de son rôle d'organisateur dans l'armée de l'Helvétique jusqu'en 1801 – lui pardonnent mal d'avoir quitté Napoléon pour l'empire russe en 1813.

Avec ces deux épîtres écrites en 1822, alors qu'allant et revenant du congrès de Vérone de la Sainte-Alliance, il en profite pour faire halte à Lausanne et pour visiter le camp fédéral de Bière entre le 30 juillet et le 8 août, le général renoue avec son pays.

Ce qui intéresse particulièrement dans ces écrits, c'est, plus encore que les pertinents conseils militaires que prodigue le général, la vision politique qui s'y exprime, surtout dans la première épître : le souci de forger un lien national et fédéral fort au travers de l'armée nouvelle. Jomini est bien placé pour juger de la fragilité de la nouvelle Confédération dans l'Europe de la Sainte-Alliance.

C'est peut-être là que l'excellente introduction et les utiles notes du regretté Jean-Pierre Chuard pêchent par omission : on aimerait savoir pourquoi Jomini juge utile d'intervenir dans la politique de son pays à ce moment-là et quel est le lien avec la politique de la Sainte-Alliance depuis le congrès de Vienne.

*Olivier Pavillon*

Dominique ZUMKELLER, *Le paysan et la terre. Agriculture et structure agraire à Genève au XVIII^e siècle*, Éd. Passé-Présent, Genève 1992, 375 p., tableaux, illustrations.

Dominique Zumkeller est un historien de talent. Plusieurs ouvrages et articles publiés ces dernières années l'ont vu traiter de l'approvisionnement en blé de la République de Genève, de l'exploitation des domaines ruraux de l'Hôpital, de l'évolution climatique au XVII^e et XVIII^e siècles, ou de quelque innovation technologique comme le semoir de Michel Lullin de Château-

vieux. Disciple du professeur Anne-Marie Piuz, il vient de publier une thèse approfondie sur l'agriculture genevoise, au XVIII[e] siècle.

Ouvrage abondamment documenté, fruit de vastes lectures, soigné dans sa typographie comme dans sa composition – si ce ne sont les illustrations des pages I à XII – cet ouvrage regorge de notes documentaires, de tableaux comparatifs (80) de graphiques (36) et de cartes (7). Un index des lieux et des personnes complète notre information.

La bibliographie étendue, dans laquelle les ouvrages d'historiens confédérés n'ont que peu de place, présente un panorama des ouvrages publiés depuis deux décennies sur l'agriculture genevoise, comme sur les problèmes économiques et sociaux liés au développement de la République. Qu'il s'agisse de sources imprimées, de mémoires de contemporains, de travaux du Département d'histoire économique de l'Université de Genève, d'ouvrages ou d'articles spécialisés, voilà de quoi se convaincre de la vitalité et de l'engouement des recherches animées par Anne-Marie Piuz, dont la thèse de Dominique Zumkeller est un reflet brillant.

L'économiste fera son profit de 15 pages d'annexes comprenant une étude des poids et mesures, des listes de prix pratiqués entre 1680 et 1799, des tableaux de la propriété rurale par commune, accompagnés d'un glossaire des termes couramment utilisés dans le monde rural. Les sources d'archives consultées aux Archives d'État caractérisent la curiosité et la variété des informations réunies par l'auteur.

L'amateur d'histoire agraire a là de quoi satisfaire son besoin d'informations et de connaissances. Survolant le territoire, comme sa population, l'auteur ne manque pas de relever les mouvements économiques et sociaux qui sous-tendent la dynamique propre de cette société campagnarde. Les hommes, leurs habitudes alimentaires, leurs contraintes communautaires, les difficultés de subvenir à leur subsistance, la structure des familles et les catégories socio-professionnelles implantées au village, composent une population rurale importante en nombre, mais moyennement pourvue en fortune (page 170). La surface des domaines est restreinte, le faire-valoir direct prédomine (page 321). Il n'existe ni groupe d'accapareurs ni groupe de dépossédés (page 150). La grande propriété est fort minorisée. La bourgeoisie genevoise acquiert peu de domaines dont le rendement est faible. Le train de campagne convoité par le citadin représente moins un placement que le prolongement d'un trafic et l'attrait de conditions de vie plus agréables (page 103). L'agrément prime le rendement.

Au milieu de l'échelle sociale, le marché immobilier est actif, surtout vers 1795 si l'on en juge d'après l'évolution de la conjoncture des ventes immobilières (page 146-147). Néanmoins au cours du siècle, disette et prospérité se succèdent (page 262), témoignages de la fragilité de ce secteur économique.

En comparant la conjoncture des prix, il valait mieux, à certains moments, être éleveur que vigneron ou producteur de céréales (page 283). Mais les conditions générales du petit acquéreur se dégradent, car à la fin du XVIII[e] siècle, il faut deux fois plus de journées de travail qu'il n'en fallait en 1720 pour acheter la même quantité de pain : les conditions de vie des journaliers ou des micro-propiétaires qui louent leurs bras se sont nettement aggravées (page 307) alors que les propriétaires vivent dans les décennies 1778/1787 une des périodes les plus fastes de l'histoire agraire de l'Ancien Régime (page 307). L'endettement paysan accompagne ou révèle la dégradation du climat social et prépare l'exode rural concomitant de l'émergence des techniques industrielles. Rien de très nouveau par rapport aux mécanismes économiques et sociaux rencontrés sous d'autres cieux – dans le canton de Vaud, par exemple – mais Dominique Zumkeller avance avec prudence et retenue les prémisses d'un mouvement social sensible dans les campagnes au siècle suivant.

L'historien de l'économie se nourrit de chiffres, certes, mais l'auteur ne dédaigne pas pour autant la description de la vie villageoise, rythmée par les saisons, limitée par le champ, le temple, la pinte et l'étable. La troisième partie de cet ouvrage aborde les pratiques quotidiennes du paysan[1] : le voilà semant une vingtaine de sortes de graines affublées de qualificatifs pittoresques : les froment et l'avoine côtoient les blés mollets, barbus, gessus, d'abondance, d'Afrique ou de Barbarie, turque ou de Smyrne (notre maïs actuel, p. 163-164) ; la vigne, quelquefois cultivée en taille basse ou en huttin (c'est là qu'elle donne un rouge appelé Salvagnin) supporte de nombreux cépages, tels dans les blancs, le Chasselas, la Roussette, le Gouais, l'Oulan, le Muscat ou la Juliatique et dans les rouges le Savoisien ou gros rouge, le Gouais noir, la Douce noire ou teinturier, le Muscat rouge, etc. En revanche, aucune mention du Gamay (page 186-188). Le jardin est d'un apport substantiel dans ce monde largement autarcique, où se cultivent cinquante sortes de fruits et légumes dont 9 variétés de pommes, 6 de cerises, et 13 de pêches dûment répertoriées (pages 197-199). Et il serait vain de croire ce monde rural en marche vers la modernité ou rejetant la coutume. Ne voit-on par encore en 1788 un agriculteur semer du blé blanc de Provence par «une lune tendre» ou par «renouvellement de la lune» (pages 215-216). Ainsi donc, le rôle des agronomes genevois – auxquels l'auteur consacre une excellente analyse – sera plus apparent dans les bibliothèques de propriétaires terriens qu'au travers du renouvellement des pratiques agraires. Ce qui n'empêche pas l'agriculteur de faire son marché et d'exporter vers la ville une pléiade de produits campagnards, suggestifs tableau des besoins quotidiens de nos ancêtres (pages 251-253).

---

[1] D. ZUMKELLER, *op. cit.*, chapitre 7 *L'équilibre agro-pastoral* et chapitre 8 *Pratiques agraires et agronomie.*

Ce n'est pas le moindre mérite de Dominique Zumkeller d'avoir brossé pour notre plus grand intérêt un tableau très présent du monde rural genevois et d'en avoir dégagé les grands axes de sa dynamique sociale.

Toutefois, relevons un travers qui sans mettre en cause les conclusions de l'étude, en diminue néanmoins la portée régionale. Dans son introduction, l'auteur précise son intention de centrer son champ d'investigation sur le territoire de la République uniquement, par soucis d'aborder l'étude de la campagne genevoise dans une problématique interne (page 8). Il est alors curieux de voir régulièrement apparaître des comparaisons de pratiques agraires ou de productions prises non pas dans les territoires limitrophes mais sur des espaces parfois lointains. Le Pays de Vaud bernois, le canton de Fribourg et dans une moindre mesure la Bourgogne, possèdent des travaux de valeur sur leur agriculture, propres à fournir des données comparatives fiables. Ainsi donc, pourquoi effectuer un tour d'horizon sur les assolements en passant par l'Écosse, le Nord de la France ou la Basse Alsace et ignorer les pratiques du voisin vaudois (pages 167-168). Faut-il comparer le poids moyen du cheptel genevois à celui du cheptel anglais (page 182) alors que des genevois placent leurs bêtes sur les alpages du Jura. En 1810, Henri Monod, séjournant à Morges affirmait : «J'avais plus de relations à Genève à raison de mes parents, qu'avec Lausanne» et on peut aussi penser que les pratiques agraires, comme le produit des récoltes, attirent des comparaisons fertiles. Il est regrettable de faire si peu de cas des relations parfois étroites entre des régions si intimement liées.

Néanmoins, vu la qualité de la recherche et le plaisir de lire un ouvrage aussi documenté, souhaitons l'élaboration prochaine d'un essai de synthèse sur l'agriculture de l'arc lémanique et des terres limitrophes.

*Robert Pictet*

Dominique VERREY, avec la collaboration du professeur Étienne Hofmann, *Chronologie de la vie et de l'œuvre de Benjamin Constant*, t. 1 1767-1805, Genève 1992, 740 p.

Par son titre même, cette *Chronologie de la vie et de l'œuvre de Benjamin Constant* indique une entreprise d'envergure. Elle ne vise pas moins qu'à reconstituer de la façon la plus détaillée possible, au jour le jour lorsque les sources le permettent, l'itinéraire personnel et intellectuel de Constant. Cet ouvrage, fruit d'un travail d'équipe de six années financé par le FNRS, a bénéficié de l'infrastructure et de la documentation de l'Institut Benjamin

Constant ainsi que des travaux en cours de chercheurs confirmés. Il comporte 2598 notices réparties sur quelque 740 pages et couvre la période située entre le 25 octobre 1767, naissance de Benjamin Constant, et le 8 mai 1705, interruption du *Journal intime* après la mort de Julie Talma.

Cette chronologie critique prend comme seul fil conducteur la ligne du temps et prétend à l'exhaustivité en excluant tout choix de type biographique. Elle construit son objet en tentant de faire abstraction des sentiments pour ne retenir que le factuel, le mesurable. À cet égard, les auteurs ne se sont pas limités à la vérification des sources déjà connues – il a fallu souvent dater ou redater des lettres ou des événements mentionnés dans une correspondance – mais ont dépouillé des fonds jusqu'ici inexplorés.

Cette approche permet de saisir conjointement l'ensemble des activités du personnage, homme et écrivain, dont le portrait gagne ainsi en richesse et en complexité par juxtaposition d'éléments concomitants. Le contenu recense les informations les plus diverses que l'on pourrait schématiquement regrouper sous les thèmes voyages, séjours, santé, rencontres, finances, correspondance et travail de l'œuvre, sans oublier la toile de fond que constituent les événements politiques et culturels contemporains. Les traits les plus originaux de ce travail résident, à notre avis, dans l'accent mis sur la correspondance et le travail de l'œuvre. Les auteurs ont tenté de répertorier toutes les lettres envoyées et reçues ainsi que les lettres non retrouvées, dont l'existence est simplement attestée, et qui constitue en elle-même un événement. Les renseignements relatifs à l'œuvre apportent une lumière nouvelle sur l'écrivain au travail en donnant de précieuses indications sur la genèse et les différentes phases de l'élaboration de l'œuvre.

Chaque notice comprend l'ensemble des informations qui peuvent être réunies sous une même unité temporelle, le jour généralement, et s'articule en quatre champs: date, contenu, sources, notes. La présentation graphique permet de distinguer facilement l'information de la citation dont il est fait un usage abondant ainsi que les différentes sources utilisées pour la rédaction d'une entrée. Un apparat critique très élaboré complète chaque notice et introduit un système de renvois à l'intérieur même de l'ouvrage. Une certaine pratique de l'ouvrage a montré qu'il était parfaitement convaincant. Un index des noms propres, subdivisé par année pour les personnages dominants, complète le volume.

Pour des raisons techniques liées à l'utilisation du système informatique SIBIL mis à disposition par la Bibliothèque cantonale et universitaire, il n'a pas été possible d'élaborer l'index thématique que ce type d'ouvrage nécessite. Toutefois, les données informatisées sont accessibles aux chercheurs à l'Institut Benjamin Constant. Cette réserve faite, l'on ne peut que souligner l'immense service que cet ouvrage, conçu comme instrument de travail,

notamment pour les éditeurs des Œuvres complètes, rendra aux chercheurs et curieux.

*Marianne Berlinger Konqui*

Philippe GERN, Silvia ARLETTAZ, *Relations franco-suisses au XIX^e siècle; la confrontation de deux politiques économiques*, Genève 1992. 335 p.

Condamnés par leur *Paix perpétuelle* de 1516 à entretenir des relations privilégiées, France et Suisse sont restées fidèles à leur engagement, mais dans une histoire ponctuée de querelles économiques et de guerres tarifaires. Au XIX^e siècle, la tendance profonde libre-échangiste des plus faibles, les Suisses, et la propension protectionniste toujours résurgente des plus forts, les Français, provoquèrent des conflits successifs. Les auteurs les relatent méthodiquement, très attentifs à reconstituer des événements compliqués et des jeux d'influence plus ou moins transparents.

Ils commencent par le règne de Charles X qui confine au prohibitionnisme au point de paralyser le simple pour signaler ensuite les vains efforts libre-échangistes de politiciens de Louis-Philippe inquiets de voir la Suisse se rapprocher du Zollverein: il faudra l'avènement de la Suisse de 1848 enfin apte à défendre efficacement ses positions économiques et Napoléon III pour que, promis dès 1853 et signé en... 1864, un traité de commerce établisse enfin des relations équitables. La crise de 1873 ravive les tendances protectionnistes françaises et les efforts visant à calquer les traités de commerce le plus possible sur un tarif de base élevé. Après le traité de 1882, c'est la fameuse guerre commerciale de 1890 à 1895, animée en France par Méline, avec en rétorsion le tarif de combat de la Confédération. La France y perd peut-être plus que l'économie suisse. Elle profitera en tout cas davantage de la convention de 1895 et se montrera encore très dure dans les négociations qui aboutissent à celle de 1906.

Traitant de matières ingrates et difficiles, les auteurs font preuve d'une grande clarté d'exposition, réservant à une importante annexe statistique les détails techniques. Ils ne négligent pas les opinions publiques ni, évidemment, celles des milieux économiques et ne manquent pas de mettre en valeur les aspects politiques qui sous-tendent toujours les négociations ou les conflits douaniers; le plus évident, celui qui protège et sauva peut-être même notre économie, c'est la crainte permanente des Français de voir notre pays entrer dans l'orbite germanique: leurs esprits les plus clairvoyants ne peuvent pas négliger ce risque. Cette constante est du reste plus suggérée qu'affirmée par les auteurs, car leur focalisation sur l'histoire événementielle et la rigueur dans

l'information qui fait la valeur de l'ouvrage les retient devant les synthèses autant que devant l'évocation des interdépendances profondes des deux pays au-delà des rivalités sur les soies ou les fromages...

*André Lasserre*

Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890-1914*, Éditions d'en bas, Lausanne 1992, 186 p.

Le tournant du siècle voit apparaître une droite nouvelle en Suisse, dont la singularité peut se ramener à quelques caractéristiques: un discours qui mêle des notions modernes et technocratiques à des références conservatrices et réactionnaires, la mise en place d'organisation qui refusent d'être assimilées à des partis politiques classiques et qui, pour certaines, inaugurent de nouveaux modes d'intervention dans le champ politique, enfin, le dédoublement ou le remplacement du discours politique rationnel par un discours culturel et artistique qui se prétend contestataire et frondeur mais qui en même temps privilégie les références floues à une vieille Suisse mythique... Telle est la thèse défendue et illustrée par Hans Ulrich Jost dans ce petit livre.

Le phénomène n'est pas spécifiquement helvète, il a une dimension européenne. Il a été étudié largement déjà pour d'autres pays, l'Allemagne ou la France par exemple. En Suisse, en revanche, les études historiques, même partielles, manquent sur ce thème. Le travail de Jost ne prétend donc pas être une synthèse définitive, mais doit se lire «autant comme des questions posées à une histoire suisse lacunaire que comme premiers éléments de réponse sur un sujet par trop négligé jusqu'à ce jour».

Étant donné cet état de la question, l'auteur travaille surtout à partir de faits jugés significatifs. Ou plutôt qui deviennent significatifs une fois mis en relation et intégrés dans un schéma explicatif global. Jost rapproche ainsi la création dune garde civique à Berne, celle de la Fédération vaudoise des entrepreneurs et celle du Fortschrittliche Bürgerpartei à Bâle pour en conclure à une nouvelle manière de s'insérer dans le jeu politique. Considérant un certain nombre d'articles de Reynold ou de Montenach, mais aussi le discours du Heimatschutz ou celui de la Fédération suisse du costume national, l'auteur s'interroge sur l'utilisation de l'esthétique comme moyen de rétablir l'ordre et la hiérarchie.

Quelques démonstrations sont fragiles, l'auteur ne le cache pas, mais argumente. Ainsi sur le problème de l'esthétique: «On pourrait objecter que ce discours culturel de la nouvelle droite, ainsi que son projet de superposer une armature esthétique au système politique ne débouche finalement sur

aucune démarche concrète. De surcroît, toutes ces idées se présentent sous la forme d'images très floues et contradictoires, rendant impossibles toute articulation et toute entreprise un tant soit peu cohérentes. [...] Pourtant là n'est pas la question. Car ce qui importe dans ce cas, ce qui fait sens, c'est justement le fait que la nouvelle droite avance des notions floues, mais investies d'une fiction esthétique séduisante.» La prolepse suffira-t-elle à convaincre? Par ailleurs, sur certains points, on pourra reprocher à l'auteur de s'être laisser emporter par son élan et de n'avoir peut-être pas suffisamment tenu compte du statut de l'un ou l'autre des textes invoqués. Ainsi, il apparaît discutable de donner des extraits du programme des *Idées de Demain* comme représentatifs de la pensée de la nouvelle droite genevoise, alors que cette revue n'a qu'un tirage confidentiel et que le groupuscule lausannois dont elle est l'organe est totalement marginalisé.

S'il ne convainc pas toujours, ce livre n'en est pas moins un ouvrage solide et de plus extrêmement stimulant: par sa volonté de décloisonnement d'une part, puisque Jost intègre en un réseau signifiant des faits qui ne sortaient pas jusque-là du cadre d'une histoire strictement littéraire ou artistique; par son schéma général d'explication d'autre part, l'auteur ouvrant ici des perspectives nouvelles qu'il appartiendra à des recherches futures de discuter, de fonder plus solidement ou de corriger.

*Alain Clavien*

*Moi, Clément Duval, bagnard et anarachiste*, présenté par Marianne Enckell, collection «La part des hommes», Paris 1991, 225 p.

Les Éditions ouvrières, connues pour leur apport à l'histoire sociale en France, font souvent preuve d'originalité dans leur choix éditorial. Leur collection «La part des hommes» nous avait valu un excellent *Jules Guesde, l'apôtre et la loi* de Claude Willard.

La présente autobiographie de Clément Duval est certes un témoignage unique et non romancé (comme c'est trop souvent le cas quand il s'agit de bagne!), et à ce titre il valait la peine de la publier pour la première fois en français (seule, une traduction-adaption en italien était parue à New York entre 1917 et 1929). Certes aussi, la «foi» anarchiste de Clément Duval, cette croyance naïve en la valeur de l'acte exemplaire comme détonateur de l'acte collectif, est caractéristique du militantisme anarchiste au tournant du siècle et ce récit permet de mieux comprendre ce qui motivait ces hommes et ces femmes hors du commun.

Cela dit, on aimerait une présentation plus fournie et plus circonstanciée de la vie de Duval (mais a-t-on les sources?) et de l'anarchisme à la fin du dix-neuvième siècle, ainsi que du régime général du bagne, afin de mieux situer cette autobiographie et comprendre les rapports qui existent entre la destinée de Duval, son idéal anarchiste et sa période de séjour au bagne. Les notes explicatives de Marianne Enckell, à qui on doit la redécouverte de ce témoignage, sont très pertinentes, mais cependant insuffisantes à mon sens pour nous permettre de décrypter la vision un brin «saint-sulpicienne» du héros anarchiste que véhicule le témoignage de Clément Duval.

*Olivier Pavillon*

Anselm ZURFLUH, *Un monde contre le changement. Une culture au cœur des Alpes: Uri en Suisse, XVII^e^-XX^e^ siècles*, Forschungsinstitut zur Geschichte des Alpenraums, Paris, Brigue 1993, 273 p. ill.

Après l'avoir ébauchée dans sa thèse sur la démographie uranaise d'Ancien Régime et dans plusieurs articles, A. Zurfluh nous propose sa vision de l'histoire d'Uri entre le XVII^e^ et le XX^e^ siècle. Le titre de l'ouvrage dit assez bien l'idée centrale de cette approche globale: les Uranais se seraient, au fil des siècles, construit une «culture» (au sens ethnologique du terme) dont l'intérêt historiographique est, d'après l'auteur, qu'elle a toujours eu pour obsession de se maintenir telle quelle face au changement, y compris celui, fondamental, qui affecte depuis la fin du XVIII^e^ siècle les mondes environnants.

Le livre est curieux et parfois passionnant. Très personnellement, je trouve encombrante et un peu agaçante la présence de l'auteur, qui mêle volontiers son «ego-histoire» à l'analyse historique. Rejetant la sociologie, coupable à ses yeux de marxisme, il accepte en revanche les ethnologues, à condition toutefois qu'ils ne soient pas trop récents et qu'ils ne fassent pas de vagues. Je ne partage ni ce rejet ni ces timidités, et j'éprouve une forte répulsion à l'égard d'une certaine nostalgie de la virile sauvagerie de l'*homo uraniensis*, à l'étalon de laquelle A. Zurfluh juge nos démocraties égalitaires quelque peu efféminées. Que tout cela n'empêche pas cependant le lecteur d'entrer dans ce livre. Je passe sur les chapitres consacrés à l'étude des composantes géographique, démographique, économique et politique de la «culture» uranaise: il n'y a rien ici de très neuf par rapport aux travaux précédents de l'auteur.

En parcourant la table des matières de l'ouvrage, je m'étais en revanche réjoui de l'attention portée par l'auteur aux problèmes de mentalités. J'ai dû déchanter. L'auteur entend reconstituer la *Weltanschauung* des Uranais anciens, «un univers mental composé à partir du peuplement alaman des VIII^e^

et IX[e] siècles et se décomposant en cette fin de XX[e] siècle» (p. 24). Or il se fonde principalement pour cela sur un corpus de 1600 *Sagen*, des «histoires racontées», «ancrées dans la tradition populaire» et faisant «partie du patrimoine mental populaire» (p. 25). Publiées entre 1926 et 1949, ces *Sagen* ont été recueillies par Josef Müller, un prêtre né en 1870, auprès de 350 informateurs «de tout état, des deux sexes et de tout âge», patients pour la plupart de l'hôpital d'Altdorf dont Müller était aumônier (p. 26). A. Zurfluh ne doute pas un instant de la qualité du recueil, «reconnue par les spécialistes»; pour lui, «les insuffisances qui apparaissent aujourd'hui ne concernent pas le texte lui-même ou son élaboration, mais découlent tout simplement de nouvelles questions qu'on aimerait poser». En somme, pour l'auteur, «ce n'est pas le lieu ici d'entrer dans les détails techniques d'une critique de ce corpus; il suffit de spécifier que ces *Sagen* ont été compilées d'une façon correcte» (le tout à la p. 26).

Je pense au contraire que cela ne suffit pas; bien plus, je suis convaincu que l'absence de cette critique rend vains les efforts de l'auteur. Même s'il ne s'était agi que d'étudier la pensée des Uranais (malades à Altdorf...) aux alentours de 1900, il aurait fallu trier entre ce qui appartient vraiment aux récits prononcés par les informateurs et ce qui relève de l'état d'esprit d'un prêtre (avec tout ce que cela implique en pays d'Uri) plus ou moins savant (avec tout ce que cela signifie face à des paysans) à l'égard de ces histoires. En effet, rien n'est moins innocent que le processus d'*écriture* d'un discours essentiellement *oral*. On doit par exemple s'attendre à ce que le transcripteur reconstruise ce qu'il a entendu et, ce faisant, l'homogénéise et, pire encore, le normalise; on doit aussi s'interroger sur l'attitude du narrateur dans un contexte où ni le lieu (hôpital) ni l'auditeur (prêtre et aumônier) ne sont «normaux».

Mais, je le rappelle, il s'agit dans ce livre de tout autre chose: l'auteur veut, à l'aide des *Sagen*, reconstruire une très ancienne mentalité. Or, à aucun moment il n'ébauche la moindre amorce d'argumentation pour montrer que ces Sagen représentent bien une tradition ancienne. Il se contente d'un acte de foi, derrière lequel on voit d'ailleurs à l'œuvre l'un des grands préjugés qui empoisonnent depuis trop longtemps l'historiographie alpine: les Alpins seraient, jusqu'à la récente «modernisation», les héros d'une histoire *immobile*. En vertu de ce principe, particulièrement nocif lorsqu'il s'agit de domaines à évolution lente comme celui des mentalités, on peut, sans avoir à se poser de questions critiques et donc d'une manière fort peu scientifique, utiliser un corpus 1900 pour explorer la vision médiévale ou pré-moderne du monde.

Je suis donc d'autant plus sceptique lorsque, sur cette base plus qu'incertaine, A. Zurfluh reconstruit une complexe *Weltanschauung* «magico-freudienne» (p. 55-69). Il recourt beaucoup pour cela aux œuvres folkloristes d'Eduard

Renner, médecin de campagne uranais d'avant-guerre, publiées en 1937 et 1941 ; il y a aussi de «grands ancêtres», comme Herbert Kühn, «spécialiste de l'art paléolithique» et auteur en 1929 d'un manuel sur le sujet, ou comme J. G. Frazer, dont le Golden Bough date de 1890. L'historien ne peut, à mon sens, pas plus d'ailleurs que l'ethnologue, accepter une démarche épistémologiquement déconnectée des réalités propres à la période à laquelle elle est censée s'appliquer, et dont les résultats sont donc par définition incontrôlables. La caution que Pierre Chaunu donne à tout cela dans son texte de présentation du livre ne change évidemment rien à ma conviction.

Ma critique porte certes sur une partie seulement de l'ouvrage. Ces pages constituent cependant le cœur de l'argumentation, dans la mesure où elles fondent le système d'explication mis en œuvre par l'auteur pour dire globalement la «civilisation uranaise». En somme, ce livre vaut la peine d'être lu, non pas tant pour son apport intrinsèque, que parce que, par réaction, il donne l'envie de travailler en historien sur les mentalités alpines anciennes.

*Pierre Dubuis*

*L'histoire en Suisse. Bilan et perspectives 1991*, éd. par la Société générale suisse d'histoire, Schwabe Verlag, Bâle 1992, 471 p. + index des auteurs cités.

Ce livre se présente comme un bilan sur certains thèmes de l'histoire suisse confié à des auteurs qui assument l'entière responsabilité des choix bibliographiques comme de leurs jugements sur les auteurs ayant travaillé sur les domaines qu'ils présentent au public. Certains articles font preuve d'une remarquable connaissance des multiples facettes de l'historiographie suisse, d'autant plus difficile qu'il faut, pour faire le tour de la question, maîtriser au minimum trois des quatre langues nationales. Dans cette optique, le texte de Béatrice Veyrassat sur l'histoire du commerce international ou celui d'Anne-Lise Head-König sur la démographie en Suisse sont particulièrement exhaustifs. D'autres auteurs ont la modestie de se limiter à l'une des régions linguistiques de notre pays, alors que leurs réflexions ont un intérêt national. Citons par exemple l'analyse d'Urs Altermatt sur le changement de paradigme en matière d'histoire du catholicisme. Les propos qu'il consacre dans un ouvrage antérieur à celui que nous présentons ici, la *Geschichtsschreibung der Schweiz* de Richard Feller et Edgar Bonjour (dans sa 2e éd. de 1979), montrent comment l'historiographie classique, influencée par la position dominante des universités réformées (Bâle, Zurich ou Berne) a occulté les progrès de la recherche sur le catholicisme.

Le lecteur l'aura compris: le problème fondamental que pose un ouvrage aussi ambitieux au moins dans son titre est celui des **choix**. Il est évidemment impossible – malgré ce que prétend le titre – de couvrir en moins de 500 pages toute la production historique de la Suisse depuis 1945 (date de départ choisie par la Société générale suisse d'histoire: SGSH).

Tout d'abord, comment choisir les **domaines traités**? Dans l'avant-propos (p. 9), Madame B. Mesmer explique qu'ils ont été sélectionnés selon deux critères:

1) les domaines où les changements de paradigme ont été les plus nets (de l'histoire événementielle à l'histoire structurelle);
2) les thèmes qui ont de l'importance pour le point de vue des Suisses sur leur propre passé (histoire cantonale ou locale).

Pourquoi alors avoir renoncé à un chapitre sur l'histoire des paysans? Ce serait faire injure aux membres responsables de la SGSH de croire qu'ils ignorent que c'est souvent là plutôt qu'ailleurs qu'on a introduit de nouvelles méthodes et de nouvelles problématiques. Et beaucoup de Suisses ont à cœur l'histoire agraire de leur pays, même – et parfois surtout – si les paysans représentent actuellement moins de 6% du total de la population.

Après le problème du choix des thèmes se pose celui du **choix des textes** (livres, articles) que les auteurs des articles thématiques ont sélectionnés. Pourquoi par exemple l'article sur la «proto-industrie» (XV$^{e}$-XVIII$^{e}$ siècles) néglige-t-il de citer la thèse du docteur Liliane Mottu-Weber, enseignante à l'Université de Genève: *Économie et refuge à Genève au siècle de la Réforme: la draperie et la soierie (1540-1630)* (1987), ou les trois volumes du professeur Paul-Louis Pelet: *Fer, charbon, acier dans le Pays de Vaud* (1973 – 2$^{e}$ édition entièrement remaniée à paraître en 1993 –, 1978 et 1983)? Pourquoi ces textes ne sont-ils pas non plus intégrés dans le chapitre consacré à l'histoire des techniques? Comme le chapitre consacré à l'histoire locale ne cite que des ouvrages alémaniques et que celui qui touchent les histoires cantonales se restreint à l'histoire «portant sur une très longue durée (si possible depuis la préhistoire) et non limitée à un thème (politique ou économie par exemple)» (p. 410), on aboutit au paradoxe qu'un historien aussi marquant que Paul-Louis Pelet n'est **jamais** mentionné dans le livre.

Il est d'ailleurs en fort bonne compagnie dans cet enfer des historiens suisses d'après la SGSH. Parmi d'autres historiens de renom, citons le professeur Alfred Berchtold, qui a beaucoup contribué à faire progresser l'histoire de la littérature et de la culture suisse, ce dont témoigne entre autres son récent ouvrage: *Bâle et l'Europe: une histoire culturelle* (1990, 2$^{e}$ édition revue en 1991). Mais cette amnésie concerne aussi des auteurs alémaniques. Alors par exemple que l'histoire des Juifs est évoquée dans divers articles – mais ne mérite pas de chapitre à part, pas plus que l'histoire des émigrants

(mais bien celle des immigrants) ou des Huguenots – pourquoi négliger la synthèse d'Augusta Weldler-Steinberg sur *Les Juifs en Suisse* (Geschichte der Juden in der Schweiz vom 16. Jahrhundert bis nach der Emanzipation, 2 vol., 1966-1970), qui reste une référence pour tous les chercheurs intéressés par ce thème, ou la thèse plus récente de Robert-Uri Kaufmann sur *Les marchands de bétail juifs ou chrétiens en Suisse* (Jüdische und christliche Viehhändler in der Schweiz, 1789-1930, 1988) ?

À ces lacunes générales, il faut ajouter les lacunes vaudoises, romandes ou bernoises qui concernent plus particulièrement de nombreux domaines «à cheval» sur l'histoire et une autre discipline comme l'économie, la géographie, l'art, la démographie, l'archéologie (je cite de mémoire, les lecteurs compléteront d'eux-mêmes).

- André Claude, *Un artisanat minier: charbon, verre, chaux et ciments au Pays de Vaud* (1974)
- Georges Nicolas, *Atlas statistique agricole vaudois de 1806 à 1965* (1974)
- Christian Pfister, *Agrarkonjunktur und Witterungsverlauf im Westlichen Schweizer Mittelland, 1755-1792* (1975)
- Bernard Lescaze et Barbara Lochner, *Genève 1842-1942: chronique photographique d'une ville en mutation* (1976)
- Bernard Lescaze, éd., *Cinq siècles d'imprimerie genevoise* (1980-1)
- Du même, éd., *Plan Billon (de Genève), 1726* (1986-87)
- Émile Buxcel, *Aspects de la structure économique vaudoise: 1803-1850* (1981)
- Paul Bissegger, *Le Moyen Âge romantique au Pays de Vaud: 1825-1850* (1985)
- Laurent Tissot, *E. Paillard et Cie: une entreprise vaudoise de petite mécanique, 1920-1945* (1987)
- Monique Fontannaz, *Les cures vaudoises: histoire architecturale, 1536-1845* (1986, 2e éd. 1987)
- Cornelia Seeger, *Nullité de mariage, divorce et séparation de corps à Genève, au temps de Calvin* (1989)
- Marie-Jeanne Ducommun et Dominique Quadroni, *Le refuge protestant dans le Pays de Vaud (fin 17e-début 18e siècle): aspects d'une migration* (1991)

Manifestement, pour constituer une bonne bibliographie sur un thème d'histoire suisse, y compris sur ceux traités dans ce livre, les historiens doivent continuer à utiliser la Bibliographie de l'histoire suisse. Mais ils pourront alors regretter que le fonds extraordinaire de la SGSH qui a servi à payer la publication de ce volume relié avec une couverture en trois couleurs n'ait pas plutôt été employé à hâter l'informatisation de cette bibliographie.

Il est d'autre part évident que la **SGHS** ne peut plus prétendre à l'adjectif de **générale**. Elle est au mieux devenue une **Société d'Historiens Suisses**. Pour fêter son avènement, cette nouvelle société nous aura d'ailleurs appris à faire de l'**Histoire en Suisse** comme nos ancêtres savaient boire en Suisse.

*Georges Nicolas*

*Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930* (sous la dir. du Prof. H. U. Jost), Actes du colloque à l'Université de Lausanne publiés par Monique Pavillon et François Vallotton, Lausanne 1992, t. 13/9.

Parmi les publications dirigées par le Prof. Hans Ulrich Jost, la série «Histoire et société contemporaines» se distingue par des études ou des mémoires présentant les recherches réalisées dans le cadre de la section d'histoire suisse contemporaine de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne.

Les actes du colloque *Lieux de femmes dans l'espace public 1800-1930* ont élargi à d'autres pays européens un débat sur les formes de sociabilité féminine en confrontant des chercheurs suisses à des spécialistes anglais, belge, français et grecs. Dans un premier temps, l'enjeu de la discussion visait à cerner les conditions de l'émergence des femmes et la reconnaissance d'un tel débat dans l'espace public.

Les exemples belges et français, présentés respectivement par Éliane Gubin et Michèle Riot-Sarcey, démontrent que la Révolution de 1789 a donné naissance à une société libérale égalitaire, avec minorisation des femmes par le Code civil napoléonien. La bourgeoisie dominante met ainsi en place une société avec une stricte répartition des rôles. L'école, espace privilégié de la diffusion du savoir, devient le lieu d'acculturation au sein duquel se prépare l'identification de l'homme au citoyen, rendant impossible l'intégration d'individus différents, des femmes en particulier. Son développement prépare aussi une certaine professionnalisation de la femme qui accuse cependant, là encore, un décalage. En effet, le dernier quart du XIX$^{e}$ siècle voit apparaître les nouvelles formations d'infirmières ou celles d'institutrices vers lesquelles se tournent les jeunes filles des classes moyennes dont la condition de vie a été fragilisée par la longue période de dépression caractéristique des pays européens industrialisés. Comme nous le montre Anne-Marie Kaeppeli avec l'exemple de l'hôpital de Genève, les diaconesses nouvellement introduites en 1891 sont perçues comme personnes «idéales» pour endosser le costume et les responsabilités ; ainsi, l'hôpital devient un lieu privilégié. Il évoluera toutefois vers une féminisation de la profession en obligeant la femme à sacrifier son

milieu social et familial à sa fonction transformant l'émancipation en une aliénation.

La sphère publique qui apparaît au XIX[e] siècle n'a donc pas été construite contre les femmes, mais leur exclusion devient la condition de leur existence; elle exprime un rapport de forces identifié par plusieurs membres de ce colloque riche en hypothèses de travail, qui vont mesurer dans un second temps leurs résultats aux théories avancées par Jürgen Habermas; dans *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, l'auteur démontre que la formation d'un espace public, institutionnalisé au XIX[e] siècle par l'état bourgeois se distingue d'un espace privé où la présence exclusive des femmes apparaît comme une donnée intrinsèque.

Cette piste de recherche qui met en évidence l'interdépendance existant entre l'émancipation du citoyen et l'exploitation de son épouse au sein de la sphère privée est nuancée par Élisabeth Joris; celle-ci constate qu'en Suisse, une partie des femmes de l'espace privé développent leurs propres formes de sociabilité en entretenant un réseau de relations avec parents et connaissances au moyen de lettres, de visites, de fêtes de famille favorisant même la présence féminine dans les associations d'utilité publique masculines. Eléni Varikas dans son étude des institutrices grecques au XIX[e] siècle, démontre que c'est précisément cette profession typiquement féminine qui devient pour les femmes un levier pour surmonter les barrières du domaine public. Cette fonction contribue aussi à développer une conscience collective – appelée opinion publique féminine – plaidant l'amélioration de la position sociale des femmes par l'entremise de revues comme à Genève où une vingtaine voient le jour entre 1868 et 1914. Ainsi se crée un espace public d'écriture et de parole élargi par des congrès qui vont cristalliser les préoccupations des féministes européennes.

Si la question des femmes au XIX[e] siècle allait donc plutôt dans le sens d'une éducation des filles qui explique la prodigieuse explosion des sociétés de bienfaisance des années 1800-1850, des femmes plus indépendantes apparaissent à la fin du siècle, animées par un esprit missionnaire, telle Charlotte Olivier à Lausanne présentée par Geneviève Heller. C'est dans ce contexte que le débat va sortir de l'arène scolaire grâce à la création d'associations qui vont implanter l'action féminine dans des champs aussi divers que le travail, la lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose, le pacifisme ou pour le suffrage. En Suisse, l'union Internationale des Amies de la jeune fille créée en 1892 à Genève est la plus connue de ces associations où le milieu de recrutement se situe dans la classe moyenne aisée. Les couches moins favorisées et davantage confrontées à des travaux répétitifs ou serviles en cette fin du XIX[e] siècle – où la majorité des femmes helvétiques travaillent maintenant dans le secteur industriel – seront sensibilisées par l'Union suisse des ouvrières qui apparaît en 1890. De

cette division en espaces distincts, antagonistes, le lieu féministe risque cependant d'être fragilisé, récupéré le plus souvent par les partis politiques.

Nonobstant, l'associationnisme constitue réellement pour les femmes une forme d'apprentissage de l'espace public. Elles tenteront aussi d'intervenir de manière pacifiée dans les rapports entre employeurs et employées en veillant par exemple à la condition de travail des demoiselles de magasin. Monique Pavillon et François Vallotton s'interrogent cependant sur le rapprochement de ces femmes avec des associations de défense économique comme l'Union suisse des arts et métiers, soutenant parfois avec une certaine complaisance le pouvoir dominant, se manifestant au moment de la crise économique, en réactivant l'idée du travail à domicile. Nous retrouvons d'ailleurs ces contradictions dans l'étude de Jakob Tanner qui évoque l'Association suisse du service du Peuple (ASSP). L'ASSP, fondée en 1914, dirigée par des femmes philanthropes qui vont intervenir après la grève générale de novembre 1918 comme agent fiduciaire pour gérer des cantines d'entreprises, joue un rôle pacificateur en donnant au réfectoire une image rassurante de substitut de famille. Seules certaines associations caritatives, à tendance religieuse pacifiste, seront épargnées et maintiendront les activités des femmes dans l'espace public. Mais là aussi, cette plaidoirie pour les femmes aura tendance à se construire souvent sur la spécificité de la nature féminine, idéalisée, voire glorifiée dans son rôle. Pour les participants à cette table ronde, ce cliché crée là encore une différence qui alimente le rapport de forces de l'histoire du féminisme au XX$^{e}$ siècle et établit un décalage socio-juridique où la famille notamment deviendra une référence critique majeure dans l'élaboration du droit civil, des obligations, du travail et des assurances.

Ainsi, la comparaison de l'étude permet de dégager les caractères spécifiques découlant non des exigences du mouvement féministe lui-même, mais des contingences du contexte politique, socio-économique, culturel et religieux du pays étudié. Elle aboutit sur une partition des espaces entre les hommes et les femmes qui pourra être encore nuancée lors d'un prochain colloque annoncé et articulé autour du droit de citoyenneté et des relations que ce dernier entretient avec les femmes.

*Élisabeth Salvi Cepl*

Pierre JEANNERET, *Dix grandes figures du socialisme suisse* n° 2, édité par le Parti socialiste vaudois, septembre 1992, 60 p.

Cette plaquette fait suite à une première publication qui réunissait en 1983, sous le même titre, dix articles biographiques écrits pour les colonnes

de la *Tribune socialiste vaudoise*. Nous donnerons ici un aperçu des deux fascicules qui se complètent, d'autant plus que Pierre Jeanneret notait dans l'avant-propos de son premier travail le caractère nécessairement arbitraire du choix des dix personnalités retenues, regrettant l'absence de quelques ténors et, avec une pointe de contrition, celle des femmes. Ces lacunes sont comblées avec le nouveau recueil: Leonhard Ragaz est là, le regard tendre et inquiet derrière ses lunettes d'intellectuel, de même que Léon Nicole, la plume à la main, donnant sur cette photographie officielle l'image du tribun revêtu de l'habit du notable, très III[e] République; les deux figures féminines ne sont sans doute pas très représentatives de la participation des femmes au socialisme suisse – il faudrait chercher du côté du syndicalisme ou de la lutte pour l'égalité civique – elles symbolisent une tradition de romantisme révolutionnaire, Rosa Grimm étant l'une de ces égéries slaves qui ont bousculé au début du siècle l'intimité et les certitudes de quelques chefs de la social-démocratie helvétique, Anna Klawa-Morf illustrant l'abnégation dans une vie de tribulations militantes: vertus féminines?

Au-delà de l'accent mis sur les traits particuliers de «ces destinées hors du commun», les dix-neuf portraits (celui de G. Canevascini est dû à Claude Cantini), que Pierre Jeanneret brosse avec soin, constituent une évocation vivante du mouvement socialiste de ses origines jusqu'à l'époque de son intégration au pouvoir suisse. Karl Bürkli est le vétéran de la série: en rupture avec le milieu patricien de ses origines, il s'enthousiasme pour les idées fouriéristes, tente l'utopie en Amérique et, de retour au pays, joue un rôle important pour faire inscrire les droits de référendum et d'initiative dans la constitution zurichoise de 1869; autre utopie redoutable, note l'historien, que de croire que la démocratie directe empêchera le développement du capitalisme! Herman Greulich et Albert Steck occupent une place de choix, et la convergence de ces deux personnalités si différentes par leur formation, leur statut social, leur tempérament, est en soi emblématique de la naissance du PSS en 1888. À peine plus jeunes, Leonhard Ragaz et Otto Lang accompagnent ces deux figures paternelles; le premier incarne l'apport du christianisme social, le second la tentative de concilier le droit libéral avec l'idéal socialiste.

Vient ensuite la génération marquée par la Grande Guerre, l'avènement de l'URSS et le défi de la III[e] Internationale, et qui vivra la crise du socialisme dès lors divisé. Ces clivages avaient déjà fait éclater le couple Grimm; Ernst-Paul Graber et Charles Naine sont les mentors d'un parti qui s'oriente vers l'intégration dans les institutions de la démocratie helvétique, alors qu'Ernst Klöti est le type même du gestionnaire sur le modèle de la social-démocratie d'outre-Rhin. En face, Walter Bringolf et Jules Humbert-Droz choisissent la mouvance léniniste, avant de prendre leurs distances d'avec le stalinisme, l'un éclairé par la montée au pouvoir d'Hitler, l'autre ébranlé par le Pacte

germano-russe de 1939. Quant à Fritz Brupbacher, par fidélité à l'idéal du socialisme libertaire de ses années de jeunesse, il rejette aussi bien le réformisme du PSS que le dogmatisme du PCS. Exclu de part et d'autre, il devient le mouton noir de la gauche, celui dont l'acuité du regard empêche d'être un mouton ordinaire. En Suisse romande ces débats sont surdéterminés par le fort impact de Léon Nicole, chantre de la lutte des classes et héritier de la tradition jacobine; André Oltramare représente la résistance au nicolisme, Ernest Gloor, la popularité du *leader* genevois dans les rangs du parti socialiste vaudois.

Restent trois personnalités intéressantes: celle de Karl Dellberg renvoie aux particularismes du Vieux Pays, au retard de son développement socio-économique et à son attachement à une vie politique très personnalisée qui rappelle que le coup de gueule s'apparente au coup de poing; mêmes pesanteurs archaïques au Tessin, qui expliquent paradoxalement l'accession d'un socialiste au Conseil d'État, Guglielmo Canevascini, dont la carrière démontre qu'il est possible de concilier les obligations de la magistrature avec un engagement à la base, en l'occurrence dans la lutte contre le fascisme; Georges-Henri Pointet, enfin, le plus jeune de la liste, semble concentrer dans sa vie courte et passionnée les contradictions que de nombreux socialistes ont vécues pendant les années lourdes de l'entre-deux-guerres: pour les dépasser, il finira par s'engager dans les rangs de la Résistance française et il meurt, les armes à la main, en août 1944.

De la seconde après-guerre et de l'histoire plus récente du socialisme suisse, Pierre Jeanneret ne parle pas ou que fort peu. Une troisième plaquette serait-elle sur le métier? On l'espère, à moins que le socialisme gestionnaire ne génère plus que de «grande figure» et, partant, ne sollicite guère un biographe qui aime à écrire en moraliste des temps héroïques.

*Michel Busch*

Claude CANTINI, *Les Ultras. Extrême-droite et droite extrême en Suisse: les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Éditions d'en bas, Lausanne 1992, 176 p.

Le petit livre de Claude Cantini dresse un inventaire des organisations d'extrême-droite suisses et de leurs organes de presse tout au long du siècle. Travail précieux par la richesse de l'information: on reste surpris du nombre de groupuscules ou organisations plus importantes qui ont, impunément souvent, fleuri sur le sol helvétique. Impunément, parce que, dans plusieurs cas, il n'y a pas de coupure entre l'aile droite des partis conservateurs intégrés

dans le système parlementaire (UDC, libéraux, radicaux, PDC) et les groupes d'extrême-droite. On regrettera pourtant l'inachèvement de ce livre, peut-être dû à l'urgence militante. On a affaire ici à une succession de fiches de travail à l'état brut. Ainsi la critique des sources n'a pas été effectuée : l'auteur ne marque aucune différence entre un article de *La Brèche* et un travail d'historien comme la thèse de Joseph sur l'Union Nationale. De plus, les données manquent, qui permettraient de pondérer et de ne pas mettre sur un pied d'égalité un groupuscule de dix personnes et une organisation d'importance nationale. Un travail d'inventaire donc, dans le sens le plus restreint du terme, qui rendra pourtant d'utiles services vu le manque de travaux en ce domaine ; mais pourquoi n'avoir pas alors doublé l'index des personnes d'un index des organisations?

*Alain Clavien*

*Mémoire VIVE – Pages d'histoire lausannoise* Lausanne

Le 13 mars 1991, l'assemblée générale de l'Association du Vieux-Lausanne décide la création d'une revue d'histoire lausannoise annuelle, de 160 pages, dont le premier numéro devra paraître «au printemps 1992». Engagement tenu (à quelques pages près!). La sortie du deuxième numéro en avril 1993 (comportant bien cette fois les 160 pages prescrites) nous donne l'occasion de tirer un bilan – naturellement provisoire – de cette expérience de «vulgarisation de bon aloi» de l'histoire locale, destinée «à un public plus large que le cercle des spécialistes».

Un rapide coup d'œil sur cette dernière livraison nous montre que les titres des articles apparaissent en caractères plus petits que dans le premier numéro (toujours en blanc sur fond noir), ce qui les rend un peu moins lisibles, que la liste des abréviations s'est réduite à quatre rubriques, laissant le non-spécialiste vaguement désemparé devant les GDL, S.E.S. et autres FAL, et que les passages de textes cités dans les articles semblent toujours hésiter entre l'italique (sans guillemets) et les guillemets (sans italique). Mais oublions ces quelques détails : ils n'attireraient pas l'attention du lecteur si l'Avant-propos n'annonçait pas justement «quelques améliorations [...] apportées à la présentation de ce numéro 2». Par exemple, le papier glacé difficilement recyclable a cédé la place à un papier beaucoup plus écologique ; s'intéresser à l'histoire n'empêche donc pas de penser à l'avenir.

Destinée à prendre le relais du *Bulletin de l'Association du Vieux-Lausanne, Mémoire VIVE* va bien au-delà : remplaçant une publication poussiéreuse et rébarbative, elle séduit le lecteur par sa présentation variée et par un éventail

thématique excluant toute lassitude. De l'école de Chailly, où le traitement annuel du régent s'élève à trois coupes de céréales par année (en 1704), à l'hôpital de La Source, où la garde-malade du siècle passé accomplit des «cours de répétition» dûment inscrits dans son «livret de service», en passant par les tripières du XVIII[e] siècle qui sont souvent des veuves (!?), l'amateur d'anecdotes ne s'ennuie pas. La diversité des objets concrétise la volonté annoncée de se pencher «avec compétence sur des domaines jusque-là passablement sinon totalement négligés» de l'histoire.

Un doute subsiste toutefois quant à la définition précise du *public-cible* de cette revue qui donne un peu l'impression de vouloir contenter tout le monde: les notes dites *de bas de page*, mais qui occupent souvent près de la moitié de la page, combleront sans doute le spécialiste alors que l'amateur n'y verra qu'un encombrement typographique inutile. Inversement, l'introduction de l'article concernant Gustave Brocher par exemple (n°2/1993, p. 78) paraît s'adresser exclusivement au non-spécialiste, les historiens y étant présentés comme des gens «qui connaissent bien ce phénomène». D'un autre côté, on ne sait pas très bien qui va s'intéresser au tableau des «Catégories professionnelles représentées chez les assistés à Lausanne» (n°2/1993, pp. 40-41).

C'est peut-être la rubrique «Bibliographie» qui répond le mieux à l'attente de tous les lecteurs potentiels: très complète et intelligemment classée, elle offre un panorama global des publications relatives à la ville de Lausanne, tout en permettant de retrouver rapidement l'article ou l'ouvrage consacré à un sujet particulier.

Finalement, *Mémoire VIVE* nous gratifie d'une chronique lausannoise assez stupéfiante. Dans le premier numéro de la revue, cette chronique nous apprend que le 7 février 1991 «Lausanne et le canton se réveillent sous la première vraie grosse neige de la saison», et que le 4 ou le 7 avril, une agression contre un chauffeur de taxi a permis à l'agresseur de s'enfuir «avec 400 francs, après avoir neutralisé son chauffeur au spray». Cherchez ici la «vulgarisation de bon aloi»! Pas un mot en revanche dans cette même chronique sur le lancement, le 6 juin 1991, d'un journal satirique, illustré, bimensuel et lausannois: *Le Semeur*, alors que *L'Arbalète* (également satirique, illustré, bimensuel et lausannois, mais publié entre 1916 et 1917) bénéficie de 10 pages – y compris celle de couverture – d'où semble émaner un intérêt presque sincère pour la presse subversive. Signalons donc que *Le Semeur*, victime de difficultés financières, a cessé de paraître après le n°47, en juin 93 (cela fait tout de même 6 mois de plus que *L'Arbalète*), et attendons la prochaine Chronique lausannoise... dans le numéro 3 de *Mémoire VIVE*, évidemment.

*Pierre Zweiacker*